

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 27/06/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **GRAND PORT MARITIME DE NANTES ST NAZAIRE**

Quai des Formes  
44 600 Saint-Nazaire

**Références :** N3-2025-0686\_Rapport  
**Code AIOT :** 0006306480

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement GRAND PORT MARITIME DE NANTES ST NAZAIRE implanté Formes de Radoub Avenue Antoine Bourdelle 44 600 Saint-Nazaire. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND PORT MARITIME DE NANTES ST NAZAIRE
- Formes de Radoub Avenue Antoine Bourdelle 44 600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006306480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du site consiste en des opérations d'entretien et de réparation de navire (activités non classées ICPE) ainsi que des opérations de démantèlement et de dépollution.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Navires entrants pour le démantèlement	Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Déchets de l'installation	Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 3.4	Demande d'action corrective	30 jours
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 7.4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, articles 1.2.1 et 7.1.2	Sans objet
2	Propreté, intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 2.4	Sans objet
3	Plan du réseau d'eau et des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, articles 5.2.2 et 7.1.1	Sans objet
7	Effluents	Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 5.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever 3 non-conformités qui nécessitent des actions correctives et des demandes de justificatifs. Un plan d'actions sera à transmettre sous 1 mois par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, articles 1.2.1 et 7.1.2
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Liste des rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1.2.1 :</u>  2712-2. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage  1418-3. <b>Acétylène</b> (stockage ou emploi). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant: 3. supérieure ou égale à 100kg, mais inférieure à 1t. <b>Stockage de 750 kg =&gt; D</b>  1220-3. <b>Oxygène</b> (emploi et stockage). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant: 3. supérieure ou égale à 2t, mais inférieure à 200t. <b>Stockage maximal de 2 t =&gt; D</b>  1412. <b>Gaz inflammables liquéfiés</b> (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature: La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6t. <b>Stockage maximal de 3,2t de propane =&gt; NC</b></p> <p><u>Article 7.1.2 :</u>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  <b>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</b> Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site met, à disposition de prestataires, 3 formes de radoub dans lesquelles sont principalement effectuées des opérations d'entretien et de réparation. Ces activités ne sont pas soumises à la réglementation concernant les installations classées pour la protection de l'environnement. Ces formes de tailles différentes (fonction de la taille du bateau réceptionné) sont également utilisées pour des chantiers de démantèlement et de dépollution de navires. Ces chantiers incluent des opérations de démontage, de découpe et parfois de dépollution. Certains navires arrivent sur les formes déjà dépolluées.</p> <p>L'acétylène, l'oxygène et les gaz inflammables liquéfiés sont utilisés pour les opérations de découpe.</p>

D'après l'exploitant si aucune opération de démantèlement n'a lieu, il n'y a pas de stockage de produits dangereux.

Le jour de l'inspection, aucune opération de démantèlement ou de dépollution n'est en cours et aucun stockage de produits dangereux liés à cette activité n'est constaté.

En amont de l'inspection, un plan des stockages des produits dangereux a été fourni précisant la localisation des stockages lors des opérations de démantèlement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## **N°2 : Propreté, intégration dans le paysage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 2.4

**Thèmes :** Autre, Propreté de l'installation

### **Prescription contrôlée :**

**L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.** Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

### **Constats :**

Le site est maintenu propre et aucun amas de matières dangereuses n'est constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## **N°3 : Plan du réseau d'eau et des zones à risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, articles 5.2.2 et 7.1.1

**Thèmes :** Risques accidentels, Plans de l'installation

### **Prescription contrôlée :**

#### Article 5.2.2 :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### Article 7.1.1 :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni un plan des réseaux d'eau et un plan des zones à risques.

L'ensemble des eaux collectées dans les formes passe par le puisard central puis par un séparateur à hydrocarbures. Une fois les eaux traitées et contrôlées, elles sont déversées dans le bassin de Penhoët. Des fuites d'eaux au niveau des portes d'accès aux formes et provenant du bassin de Penhoët sont constatées. Ces eaux sont collectées par pompage sans rentrer en contact avec les eaux issues des formes et sont ensuite renvoyées dans le bassin.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°4 : Navires entrants pour le démantèlement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 3.1

**Thèmes :** Risques chroniques, déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets acceptés sur l'installation (dans les formes) sont exclusivement des navires.

Le démantèlement de navires militaires contenant des armes, engins de guerre ou des munitions ou des navires ayant contenu un système de propulsion nucléaire **est interdit**.

L'admission dans le port du navire à démanteler est soumise à l'**autorisation de l'autorité** investie du pouvoir de police portuaire. **Avant l'accès aux formes, le navire devra être expertisé sur rade**, et, pour les navires transportant des marchandises dangereuses (pétroliers, gaziers, etc.), un **certificat de dégazage** devra être établi par un expert agréé par le GPMNSN. Celui-ci sera renouvelé quotidiennement afin de s'assurer de l'état du navire jusqu'au début des travaux de démantèlement.

Les navires et bateaux-citernes...ayant transporté des marchandises dangereuses...devront avoir leurs citernes nettoyées, ventilées et débarrassées de tous les résidus et boue avant l'accès à la forme.

Avant le début des travaux de démantèlement, l'entreprise responsable du chantier devra présenter à l'autorité investie du pouvoir de police portuaire le **programme de démantèlement** et une identification des risques associés au découpage du navire.

**Pendant les travaux de démantèlement, des contrôles d'atmosphère sont effectués en fonction du programme de démantèlement afin de s'assurer de la sécurité des opérations.** Les résultats de ces contrôles sont portés à la connaissance de l'autorité investie du pouvoir de police portuaire.

Tout autre apport de matériaux ou déchets différents est interdit.

**Constats :**

Le dernier chantier de démantèlement de navires a eu lieu aux mois de mai et juin 2023. Ces navires sont les chalutiers « les barges » et « le requin bleu ». L'exploitant explique qu'il y a environ un démantèlement tous les 2 à 3 ans.

D'après l'exploitant, l'admission dans le port ne se matérialise pas par une autorisation écrite.

L'exploitant déclare faire appel à un prestataire pour les opérations de démantèlement et de dépollution. Il indique qu'un contrat de location est établi avant tout chantier. Ce dernier rappelle l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Avant l'accès aux formes, dans le cadre du dernier chantier, le prestataire en charge des opérations de démantèlement et de dépollution, l'entreprise CHARIER, a notamment fourni les éléments

suivants : acte de francisation et diagnostic amiante (uniquement pour le navire « le requin bleu » car « les barges » a été réceptionné dépollué). Le dégazage du navire « requin bleu » a été effectué par l'entreprise Vidange Nazairienne Environnement (VNE) le 17 mai 2023. L'exploitant a fourni le certificat et le BSDD associés à cette opération. L'exploitant explique que le dégazage concerne le moteur et les circuits hydrauliques. « Les Barges » n'ayant pas de moteur, aucune opération de dégazage n'était nécessaire.

Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni le 18 juin 2025, le programme de démantèlement ainsi que le plan de prévention des risques établi par l'entreprise CHARIER pour ce chantier.

L'exploitant rédige à la fin du chantier une note d'évaluation environnementale du chantier de démantèlement. Cette note contient les dispositions prises par l'entreprise CHARIER sur la gestion des rejets, des déchets et d'une pollution éventuelle. L'analyse des rejets faite après le chantier de démantèlement par l'entreprise CHARIER et l'exploitant, ainsi que le certificat de dégazage et les bordereaux de suivi des déchets sont intégrés dans cette note.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant s'attache à informer et obtenir une autorisation de l'autorité investie du pouvoir de police portuaire pour ses opérations de démantèlement et de dépollution de navires.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N°5 : Déchets de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 3.4

**Thèmes :** Risques chroniques, Registre

**Prescription contrôlée :**

... L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants.

**Constats :**

L'exploitant indique ne pas posséder de registre des déchets, car il estime que c'est le locataire des formes qui doit mettre en œuvre la gestion de ses déchets.

L'entreprise CHARIER a fourni à l'exploitant plusieurs bordereaux de suivi de déchets

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit mettre en place un registre où sont consignés tous les déchets entrants et sortants avec l'ensemble des informations réglementaires conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

#### N°6 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 7.4.2

**Thèmes :** Risques accidentels, vérification installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes

applicables.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

**Constats :**

Les dernières vérifications des installations électriques ont été faites le 25 juin 2024 et le 19 mai 2025 par SOCOTEC.

Ces vérifications n'ont pas été faites sur l'ensemble de l'établissement et ont porté que sur le local poste HT et coffrets PC situés en extérieur. De plus, sur le dernier rapport de contrôle, trois limites d'intervention sont mentionnées :

- coupure HT et la vérification des matériels HT non réalisée (exploitation)
- absence de moyen d'accès sécurisé pour plusieurs équipements,
- absence de personnel habilité pour la vérification des cellules à haute tension.

Dans le rapport d'analyse de 2024, 18 observations sont mentionnées dont 16 ont déjà été signalées. Dans le rapport de 2025, 19 observations sont mentionnées et ont déjà été signalées. L'exploitant explique que la correction des observations n'est pas systématiquement réalisée dans le cas où le service de maintenance estime l'observation non prioritaire ou non justifiée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit s'assurer, pour les prochaines vérifications, que le contrôleur puisse accéder à l'ensemble des installations.**

**L'exploitant doit mettre en place un plan d'actions correctives avec un suivi de la levée de l'ensemble des observations identifiées lors de la vérification des installations électriques. Ce plan ainsi que les bons d'intervention de levée des non-conformités est à transmettre à l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**N°7 : Effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2014, article 5.3.2

**Thèmes :** Risques chroniques, Eaux nettoyage fonds formes, eaux pluviales susceptible d'être polluées, eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

**Prescription contrôlée :**

Les eaux de nettoyage des fonds de formes, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage des déchets, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont collectées dans un puisard en fond de chaque forme.

Ces eaux sont pompées et traitées par une station de traitement avant rejet dans le bassin de Penhoët.

Le fonctionnement de cette station de pompage et de traitement est encadrée par un arrêté ad hoc au titre de la loi sur l'eau. **En tout état de cause, les eaux respectent avant rejet au milieu naturel et après traitement les caractéristiques et valeurs limites en concentration suivantes :**

- température inférieure à 30°C / pH compris entre 5,5 et 8,5
- concentrations maximales en substances polluantes (Concentration (mg/l)) :
  - Matières en suspension 100,
  - DCO (sur effluent non décanté) 125,
  - DBO<sub>5</sub> (sur effluent non décanté) 30,
  - Hydrocarbures totaux 10,
  - Indice phénols 0,3,
  - Chrome et composés (en Cr) 0,5,

- **Chrome hexavalent et composés (en Cr) 0,1,**
- **Plomb et composés (en Pb) 0,5,**
- **Cuivre et composés (en Cu) 0,5,**
- **Nickel et composés (en Ni) 0,5,**
- **Zinc et composés (en Zn) 2,**
- **Manganèse et composés (en Mn) 1,**
- **Etain et composés (en Sn) 2,**
- **Fer et Aluminium et composés (en Fe + Al) 5,**
- **Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) 15,**
- **PCB 0,05, Oxyde de tributylétain 0,05**

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

La conception et la performance de la station de pompage et de traitement permet de respecter les valeurs limites imposées au rejet. Elle est entretenue, exploitée et surveillée de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de l'installation de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les opérations en cours.

Afin de limiter la charge polluante qui rejoint la station de pompage et de traitement, des opérations de nettoyage mécanique par aspiration des fonds de formes sont conduites avant toutes opérations de nettoyage à l'eau.

#### **Constats :**

Les analyses sont effectuées avant rejet au milieu naturel (bassin de Penhoët). Lors d'un chantier de démantèlement, un séparateur d'hydrocarbures supplémentaire est installé dans la forme.

Lors du dernier chantier de démantèlement en mai et juin 2023, l'analyse du rejet des eaux porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires et ne montre aucun dépassement des valeurs limites d'émission.

**Type de suites proposées :** Sans suite